

MACRON AU SRI LANKA ? POUR QUOI FAIRE ?

Vendredi 28 juillet, le Président Macron, s'est rendu au Sri Lanka. La Présidence comme les médias a souligné que c'était la première fois qu'un Président français se rendait au Sri Lanka. Cette visite faisait suite à son déplacement en Nouvelle-Calédonie, au Vanuatu puis en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Si le but affiché de son déplacement, en Nouvelle-Calédonie était l'enterrement de la volonté du peuple kanak à recouvrer ses libertés et détruire tous les espoirs d'un peuple en lutte depuis l'assassinat par l'armée française d'Éloi Machoro en 1985, le but identifié et revendiqué des deux autres visites était d'affirmer la présence et la puissance de la France dans une zone géographique à notre opposé sur notre planète et pour contrer la Chine, considérée comme un ennemi potentiel. On ne peut avoir d'attitude plus colonialiste que celle-ci.

Mais le Sri Lanka, rentre-t-il dans sa stratégie fantasque de l'Indo-Pacifique ? Un Président français qui n'a que les Droits humains à la bouche, n'a-t-il rien à proposer pour aider le Sri Lanka à sortir de sa crise structurelle ?

Depuis une guerre civile particulièrement violente qui a duré près de 30 ans de 1983 à 2009, la paix entre les Cinghalais et les Tamouls repose sur des règles de non-discriminations d'une communauté vis-à-vis de l'autre. Depuis 2005, le pays a été principalement dirigé par le clan Rajapaksa qui avec ses complices a pillé. Régulièrement les caisses sont vidées, et des accords économiques défavorables au Sri Lanka et aux Sri Lankais sont signés, le Sri Lanka s'est donc retrouvé en 2022 en défaut de paiement ne pouvant ni acheter de pétrole (qui est nécessaire pour produire l'électricité), ni de médicaments ni toute autre marchandise nécessaire à la survie des Sri Lankais.

Le 12 mai 2022, à la suite de manifestations massives et violentes, les membres du clan Rajapaksa, dont le Président et le premier Ministre ont démissionné et fui. Le nouveau Président n'a pu que constater l'état économique et social du pays, sans envisager d'autres solutions que de faire payer les dettes du pays aux travailleur-euse-s et à la population sans toucher les bénéfices des multinationales qui exploitent le pays.

Anton Marcus, Co-Secrétaire général de FTZ Union principale confédération srilankaise, partenaire de la CGT tient à informer les organisations syndicales françaises de la situation des travailleur-euse-s de son pays. « ... La classe ouvrière, en particulier les travailleurs de l'industrie de l'habillement (majoritairement des femmes) et les travailleurs migrants internes, fait face à de nombreuses difficultés en raison de la crise économique actuelle. « L'acte unique sur l'emploi », nouvelle loi du travail discriminatoire est proposée, ce qui entraînera de lourdes pertes pour les employés. Malgré les exclusions et les négligences du

gouvernement, le syndicat se bat en collaboration avec d'autres syndicats pour protéger les droits des travailleurs.

En outre, le gouvernement prévoit d'utiliser les fonds de l'EPF (Fonds de Pension des Employés) et de l'ETF (Fonds de Retraite des Employés) pour "restructurer la dette intérieure" sans consulter les travailleurs dont ces fonds sont déduits de leurs salaires tout au long de leur vie professionnelle. Ces fonds sont vitaux pour leur avenir et leur survie une fois à la retraite ou en quittant leur emploi, après des années de dur labeur dans des conditions difficiles et de nombreux sacrifices ... Par cette mesure, le gouvernement tente de faire peser tout le fardeau sur la classe ouvrière de ce pays. C'est inacceptable ! ... »

L'"Acte unique sur l'emploi", vise à regrouper plusieurs lois du travail sous un seul acte. Le document n'a été publié qu'en cingalais, avec seulement deux chapitres traduits en anglais, sans aucune version en tamoul, ce qui va à l'encontre de la politique linguistique du pays. Les consultations gouvernementales sur cet acte ont été organisées sous la forme d'"auditions publiques", où seuls quelques syndicats et fédérations d'employeurs ont été invités, sans partager le projet complet. De nombreux syndicats ont boycotté ces auditions.

Les inquiétudes sont fortes quant à son impact sur les fonds de pension des travailleurs (EPF) et les régimes de retraite. Pendant le processus de consultation, le gouvernement a également exclu quatre syndicats du Conseil consultatif national du travail, qui sont l'organe tripartite du dialogue social du pays, et qui représentaient les principaux syndicats dissidents s'opposant aux réformes. Pour le FMI la "viabilité de la dette", est sa principale préoccupation, la majeure partie du fardeau sera supportée par les travailleur·euse·s sans soucis pour leur survie.

La CGT soutient la lutte des syndicats du Sri Lanka contre la politique économique imposée au pays par le gouvernement, le FMI et les multinationales.

La CGT refuse que les droits des travailleur·euse·s et leur représentation soient affaiblis en les privant de tout pouvoir.

M. Macron qui n'a que les mots « Droits humains » à la bouche et « Business is usual » n'a pas évoqué les problèmes vitaux des travailleur·euse·s, et ne s'est inquiété que de la montée en puissance de la Chine, y compris sans proposer aucune réforme du système économique capitaliste mondial.

Montreuil, le 31/07/2023